



VILLE DE
LA ROQUE
D'ANTHÉRON

ARRETE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

Police Municipale
N° 084/2024

Le Maire de la Commune de La Roque d'Anthéron,

- VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les Articles L 2211.1, L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les Articles R 225 et R 225-1 ;
- VU le code de la voirie routière et notamment L 113-2 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 26/02/1965 portant réglementation sur la conservation et la surveillance des voies communales ;
- VU la Loi N° 82-213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- VU le Décret N° 64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux limites, à la conservation et à la surveillance des voies communales, et son annexe ;
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des textes subséquents qui l'ont modifié ;
- VU la demande du 2 avril 2024, de **L'entreprise DE LA FUENTE, représentée par Monsieur Xavier DE LA FUENTE, sise 8, Avenue de Verdun – 13640 LA ROQUE D'ANTHERON** qui sollicite une autorisation de stationnement sur une place de parking devant le 7, rue Georges Clémenceau afin d'effectuer des travaux de maçonnerie sur un bâtiment à usage d'habitation appartenant à **Mme RIU Claudie** ;
- CONSIDERANT qu'il importe de réglementer l'emprise sur le domaine public **rue Georges Clémenceau**,

ARRETE

ARTICLE 1 : objet

L'entreprise **DE LA FUENTE & Fils** est autorisée à stationner sur une place de parking, devant le 07 rue Georges Clémenceau, pour effectuer des travaux de maçonnerie sur un bâtiment appartenant à **Madame RIU Claudie**.

ARTICLE 2 : Réglementation

La présente autorisation est accordée, à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions des textes officiels susvisés portant règlement général sur la conservation et la surveillance des places et voies communales, ainsi qu'aux conditions spéciales suivantes : veiller au nettoyage quotidien des gravats et autres dépôts de matériaux pouvant gêner la libre circulation des piétons et des véhicules ; des barrières seront installées afin de guider les piétons vers des passages piétons situés de part et d'autre du bâtiment ; veiller à la protection des passants contre les chutes de matériaux et de matériels.

ARTICLE 3 : Durée de la réglementation

Le présent arrêté sera applicable **du lundi 22 avril 2024 au vendredi 10 mai 2024**.

ARTICLE 4 : Caractéristiques du permis de stationnement

La présente autorisation d'occuper le domaine public communal est délivrée à titre précaire et révoicable.

ARTICLE 5 : Responsabilité du pétitionnaire

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Responsabilité des usagers

Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place, ainsi qu'aux instructions qui pourront leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par suite de la non observation du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Application

Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services techniques municipaux, Monsieur le chef de la Police municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de la gendarmerie nationale et l'entreprise DE LA FUENTE & Fils sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LA ROQUE D'ANTHERON, le 19 avril 2024

Le Maire



Jean-Pierre SERRUS.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service instructeur ci-dessus désigné.

Acte rendu exécutoire après
télétransmission en Sous-Préfecture le
Et de la notification sur le site internet de
la commune le 19/04/2024
Notification le... 19/04/2024